



LETTRE DU CREDIMI # N°6 mars 2020

SOMMAIRE

- Le mot des directeurs	p. 2
- La célébration des 50 ans du laboratoire	p. 3
- Actualités du Centre	p. 5
- Formation par la recherche	p. 7
- Production scientifique du CREDIMI	p. 10
- Vie des Masters adossés au laboratoire	p. 30
- Annonce des manifestations à venir	p. 32

Directrice de publication

Clotilde JOURDAIN-FORTIER

Conception et réalisation

Florian BROCARD

Centre de Recherche sur le Droit des Marchés et des Investissements Internationaux (CREDIMI)

EA 7532 - Université de Bourgogne

4 Boulevard Gabriel - 21000 Dijon

+33 (0)3 80 39 53 92

credimi.secretariat@u-bourgogne.fr



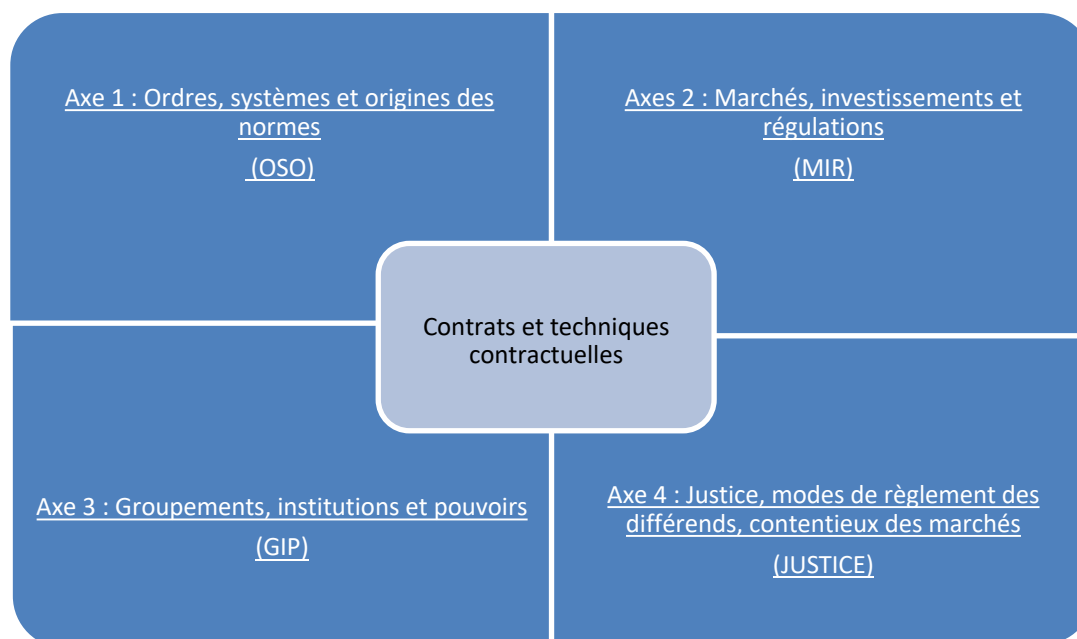
Le mot des directeurs

Le laboratoire a choisi, pour le contrat en cours, de se tourner vers l'étude du marché, de son fonctionnement et de ses acteurs, et/ou des marchés sectoriels sur lesquels il a bâti sa réputation, dans une approche critique et prospective qui l'a toujours caractérisé, dans le souci d'une réflexion sur les limites de l'omniprésence et de l'omnipotence du marché et du marchand au sein de notre société. A la suite du départ du professeur Régis Vabres, David Jacotot, maître de conférences HDR spécialiste de droit du sport et de droit du travail, a été élu directeur-adjoint du CREDIMI. Cette élection permet au laboratoire de continuer à évoluer, tout en restant fidèle à ses objectifs scientifiques. L'élection d'un directeur-adjoint spécialisé en droit du sport renforce en effet la réflexion sur les marchés et les relations économiques sous l'angle de l'étude des sources du droit et des rapports de systèmes dès lors que le pluralisme normatif et juridique caractérise non pas seulement les travaux sur la *lex mercatoria* mais également ceux sur la *lex sportiva*. Les recherches qui seront menées sur les marchés, sous l'angle des acteurs, des opérations ou des différends, dans une perspective transversale au droit interne et au droit international, s'enrichiront de cette réflexion théorique sur les modes de production du droit.

Nous remercions chacun des membres du CREDIMI, dont l'activité ne se dément pas : publications, organisation de manifestations scientifiques, contrats de recherche, encadrement de travaux. Le CREDIMI continue ainsi, grâce à leur dynamisme sans faille, à forger sa place au sein de la communauté scientifique.

Clotilde Jourdain-Fortier et David Jacotot

Les axes du laboratoire



Les 50 ans du laboratoire

➤ Un colloque international



« Les 13 et 14 décembre 2018, les étudiants des Masters 2 Droit des Affaires Internes et Internationales et Juriste d'affaires internationales ont eu la chance d'assister et de participer au colloque organisé à l'occasion des 50 ans du CREDIMI.

Cet événement représente pour eux une opportunité, celle d'approfondir leurs connaissances en droit des affaires internationales, mais aussi et surtout celle de réaliser l'importance et l'influence du CREDIMI et de l'Ecole de Dijon. Il faut en effet relever que ces Masters étant adossés au laboratoire, les collaborations entre les deux sont étroites.

A cette occasion, différentes interventions ont été présentées par des universitaires et des professionnels de renommée dont Messieurs Philippe Kahn et Eric Loquin, anciens directeurs du CREDIMI.

Les étudiants du Master ont ainsi pu participer à l'organisation du colloque et se rendre compte des différentes responsabilités et tâches auxquelles ils auront à faire face lors de l'organisation de leur propre colloque en 2019 sur « Les contrats dans la filière éolienne ».

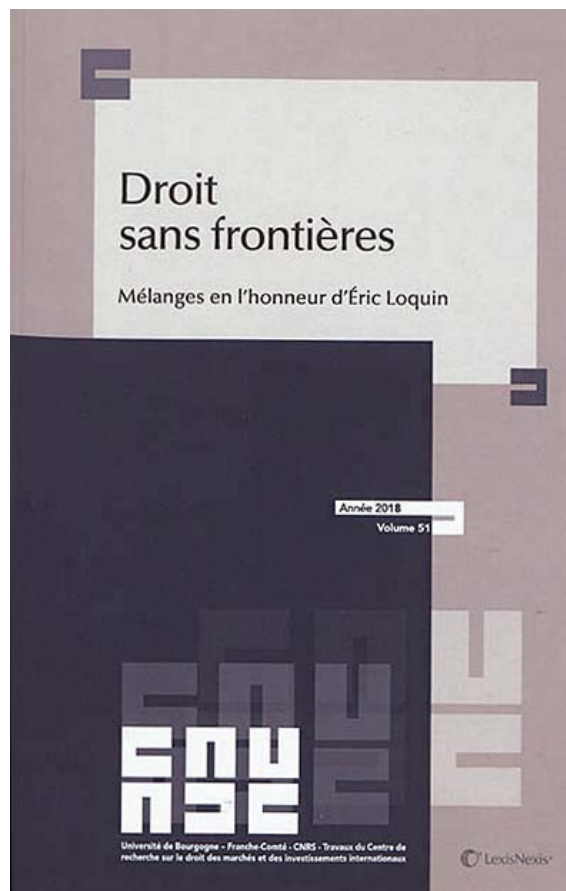
Enfin, ils ont eu le plaisir d'assister à la cérémonie de remise des Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin et de découvrir son impressionnant parcours au travers de nombreux témoignages ».

Aminata Diaby, doctorante au CREDIMI.

► La remise de mélanges au professeur Eric LOQUIN



Eric Loquin, professeur émérite de l'Université de Bourgogne Franche-Comté et ancien directeur du CREDIMI.



Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Éric Loquin, LexisNexis, 2018.

« D'amphithéâtres en salles du conseil, de bibliothèques universitaires en salles de cours, de ses bureaux de Professeur, Directeur du CREDIMI et Doyen aux salles de soutenances de thèses et d'habilitations à diriger les recherches, Éric Loquin a traversé le temps et les couloirs de la Faculté de droit de Dijon en portant haut et fort, avec une motivation jamais démentie, le discours du droit. Sa passion transpire au-travers de ses cours, de ses écrits, de ses communications, et elle a été transmise à des milliers d'étudiants, dont certains ont ensuite eu le plaisir et l'honneur de travailler avec lui en qualité de collègues.

Le comité d'organisation des Mélanges qui lui sont offerts est ainsi composé d'une partie de ses anciens élèves, devenus enseignants-chercheurs de l'Université de Bourgogne. Après de longs mois de préparation, ils prennent la plume dans le présent avant-propos pour lui exprimer tout à la fois leur reconnaissance, leur estime ainsi que leur grand plaisir de voir aboutir un projet d'hommage mûri de longue date... » (extrait de l'avant-propos).

Actualités du Centre

➤ Évènement : Séminaire QPC 2020 le 5 mars 2020

Le programme de recherche (axe 4 Justice, Contentieux des marchés) sur *la Question Prioritaire de Constitutionnalité et le droit fiscal : quel bilan ? Les apports croisés du droit fiscal et de la QPC*, financé par le Conseil constitutionnel (contrat 2018-2020), s'est achevé par un séminaire au Conseil constitutionnel le 5 mars 2020.



« Dans le cadre des manifestations destinées à célébrer les 10 ans de la QPC, le Conseil constitutionnel a reçu, le 5 mars 2020, l'ensemble des équipes de recherches qui avaient été sélectionnées lors de l'appel à projet de recherches QPC 2020 en 2018.

Étaient ainsi présentes 16 équipes de recherches venues de toute la France. L'équipe de recherches « QPC et droit fiscal » était représentée par **Anne-Laure Cassard-Valembois** (co-directrice de la recherche avec Régis Vabres), **Fanny Malhière** et Sylvie Salles. Les équipes ont pu prendre la parole dans le cadre de tables-rondes thématiques. Elles étaient invitées à présenter à tour de rôle les conclusions de leurs travaux ainsi que les pistes de réflexion dégagées aux membres du Conseil constitutionnel et aux membres du comité scientifique du projet QPC 2020. S'engageait ensuite une discussion à partir des remarques et questions posées par les conseillers, à laquelle toutes les équipes pouvaient participer. S'agissant des conclusions de l'équipe de recherches de l'équipe « QPC et droit fiscal », elles ont rejoint celles d'autres équipes, à propos du déficit de motivation des décisions QPC, du problème de filtrages des QPC et du déficit de concrétisation du contrôle de constitutionnalité des lois dans le contentieux de la QPC. Les débats ont été riches ; les membres du Conseil constitutionnel ont convenu que l'effort de motivation des décisions doit être poursuivi et ont paru interpellés tant par le reproche de déficit de concrétisation du contrôle que par les solutions proposées pour y remédier ».

Anne-Laure Cassard-Valembois, maître de conférences HDR de droit public,
Université de Bourgogne Franche-Comté, CREDIMI.

- Évènement : Cycle de conférences sur l'arbitrage sportif - 1^{ère} conférence le 29 janvier 2020 : « Le regard de l'avocat sur le Tribunal arbitral du sport »



Le laboratoire organise un cycle de conférences sur l'arbitrage sportif du Tribunal Arbitral du Sport, sous la forme d'entretiens filmés conduits par Gérard SIMON, lui-même arbitre au TAS, avec les différents acteurs qui participent à l'activité du TAS : arbitres, avocats, membres de l'institution (Secrétaire général du TAS, conseillers, greffiers ad hoc, etc.). Ces derniers feront part de leur expérience et de leur réflexion.

La première conférence filmée réalisée le 29 janvier 2020 avec Maître Juan de Dios Crespo Pérez, avocat à Valence (Espagne) spécialisé en

droit du sport, est désormais disponible en ligne, sur le site du laboratoire : <https://credimi.u-bourgogne.fr/toute-lactualite/69-video/224-les-ateliers-du-credimi-cycle-de-conferences-sur-l-arbitrage-sportif-du-tas.html>

Ce cycle de conférences sera complété par un colloque, également filmé et mis en ligne, qui se tiendra à Dijon le 19 juin 2020, sur « L'arbitrage sportif : spécificité et normalité ».



Formation par la recherche

➤ 10 doctorants se sont inscrits au CREDIMI en 2018 et 2019 :

- **Aguibou BALDE** prépare une thèse sur *Le statut juridique des officines pharmaceutiques en Afrique*.
Direction : **Isabelle Moine-Dupuis**
- **Ramy Magued Adly BASSILY** prépare une thèse sur *L'arbitrage d'investissement et l'expropriation judiciaire*. Thèse CIFRE.
Direction : **Sébastien Manciaux**
- **Béatrice BOISNIER** prépare une thèse sur *Les contrats internes et internationaux de l'industrie éolienne terrestre*. Contrat région Bourgogne Franche-Comté.
Direction : **Clotilde Jourdain-Fortier**
- **Jean Louis DENIER** prépare une thèse sur *Accord d'entreprise : essai traitant de sa nature contractuelle et de ses répercussions*.
Direction : **David Jacotot**
- **Aminata DIABY** prépare une thèse sur *La coopération Sud-Sud en Afrique*.
Direction : **Hélène Tourard** Co-direction : **Philippe Icard**
- **Pape Amadou FALL** prépare une thèse sur *Le régime juridique de l'amont pétrolier du Sénégal*.
Direction : **Sébastien Manciaux** Co-direction : **Ibrahim Ly**
- **Justine Fleur Aurore GREFFIER** prépare une thèse sur *Principe de précaution et produits de santé innovants*.
Direction : **Isabelle Moine-Dupuis**
- **Amadou KOITA** prépare une thèse sur *Les aspects juridiques de la production et de l'exploitation de l'énergie dans le cadre de l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal)*.
Direction : **Clotilde Fortier**
- **Oumar MACINA** prépare une thèse sur *Les investissements étrangers dans le secteur minier en Afrique de l'Ouest*.
Direction : **Sébastien Manciaux**
- **Omar Al Farouk TOUATI** prépare une thèse sur *L'accès des acteurs privés au système international économique*.
Direction : **Hélène Tourard**

➤ Travaux des doctorants : soutenances de thèse en 2018, 2019 et 2020

- **Romuald BALIMA** a soutenu sa thèse sur *L'éthique dans les règles de la CNUDCI*.

Direction : **Clotilde Fortier**

- **Eustache DA ALLADA** a soutenu sa thèse sur *Le traitement des contrats d'affaires par le droit OHADA*.

Direction : **Julia Heinich (Laurence Ravillon)**

- **Delise LEEDJUE ZAM** a soutenu sa thèse sur *Le règlement des conflits sportifs au Cameroun*.

Direction : **Gérald Simon**

- **Axel MAYOMBO** a soutenu sa thèse sur *Faillite et arbitrage : droit interne, international et comparé*.

Direction : **Eric Loquin**

- **Diane Horélie PALGO** a soutenu sa thèse sur *L'harmonisation du droit pharmaceutique en Afrique de l'Ouest : le cas de l'UEMOA*.

Direction : **Isabelle Moine-Dupuis** Co-direction : **Mathieu Guerriaud**

- **Martial PERNET** a soutenu sa thèse sur *Le siège en arbitrage international*.

Direction : **Eric Loquin**

- **Chen XU** a soutenu sa thèse sur *Le contentieux fiscal devant l'arbitre international*.

Direction : **Sébastien Manciaux**

- **Anna YO** a soutenu sa thèse sur *La sécurité financière : perspective nouvelle de la lutte internationale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme*.

Direction : **Hélène Tourard**

- **Thèses d'exercice en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de Docteur en Pharmacie (droit pharmaceutique)** sous la direction de **Mathieu Guerriaud** :

- A. CORTELLA, *Les médicaments contrefaits/falsifiés à l'épreuve de la sérialisation*, 2018
- O. GOLLION, *Cocaïne : aspects historiques des usages et des cocaïnomanies*, 2018
- P. MARIE-DELCASSE, *État des lieux et réglementations des applications mobiles en santé*, 2018
- N. PAYEBIEN, *La corticophobie : un frein au conseil officinal ? Le rôle de l'industrie pharmaceutique dans l'automédication responsable*, 2019.
- S. PRIGNITZ, *Etude de la réglementation des médicaments vétérinaires, à travers les procédures d'enregistrements en Australie et dans l'Union européenne*, 2019.
- A. SAVAJOLS, *Sous-traitance pharmaceutique et gestion des risques par les achats de production*, 2019.
- M. SCHMITT, *Stratégies des laboratoires pharmaceutiques pour lutter contre la contrefaçon/falsification des médicaments*, 2018
- M. VANDROT, *Le Dress Syndrome. La création d'un serious game inspiré d'un cas clinique*, 2018
- J. ZYCH, *Intoxication à l'amiodarone. La création d'un serious game inspiré d'un cas clinique*, 2019

➤ Autres travaux des doctorants :

- **Charles BUGNOT**, Direction scientifique de *La Journée scientifique du CEJED* du 1er février 2019 ; intervention en duo avec le Professeur Vincent Thomas sur *L'ordre public sociétaire* ;

Intervention colloque Jurivision (*Loi PACTE : entreprise, société, actionnariat : de nouvelles dynamiques, une recherche de convergences*) du 7 juin 2019 (dir. Arlette Martin-Serf) sur *L'État actionnaire : entre réduction de l'actionnariat public et renforcement du patriotisme économique*.

- **Julien DECHAUD**, « La procédure consécutive à la preuve analytique de l'usage d'une substance ou méthode interdite », in C. CHAUSSARD et T. CHIRON (dir.), *Le dispositif de lutte contre le dopage, évolutions & perspectives*, LexisNexis, 2019, p. 125-149.



La journée scientifique du CEJED (le cercle des jeunes chercheurs en droit), association des doctorants en droit de l'Université de Bourgogne Franche-Comté.

De gauche à droite : Julien Dechaud, Eric Loquin, Sullivan Delamotte

➤ Habilitation à Diriger des Recherches

Cécile Chaussard a soutenu son Habilitation à Diriger des Recherches sur « La protection des données personnelles dans le monde sportif » le 12 juillet 2019 à l'Université de Bourgogne devant le jury suivant :

- **Elsa Forey**, Professeure à l'Université de Bourgogne
- **Franck Latty**, Professeur à l'Université Paris Nanterre
- **Mathieu Maisonneuve**, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille
- **Sylvain Niquège**, Professeur à l'Université de Bordeaux
- **Gérald Simon**, Professeur émérite à l'Université de Bourgogne



Production scientifique du CREDIMI

► Publications mars 2018 - mars 2020

Ali Bencheneb, *Règlement des litiges et arbitrage commercial international*, GAIA éditions (Alger), 2018, 337 p.

« A propos de l'extension de la clause compromissoire aux non signataires du contrat international », in *Droit sans frontières, Mélanges en l'honneur d'Eric LOQUIN*, Lexis Nexis, 2018, pp 57-74.

« La médiation en droit de la consommation », in *la médiation dans tous ses états* (s/d. Walid BENHAMIDA et Sami BOSTANJI) Pédone, 2018, pp.287-295.

« La réception par le droit algérien des notions d'arbitrage, de conciliation et de médiation », *RDAI* 2019 n° 6.

« Le contrat international de construction », *RIDE* 2018, n°1, pp.5-15.

Anne-Laure Cassard-Valembois, « Jurisprudence relative à la question prioritaire de constitutionnalité – 15 juin / 15 décembre 2019 », *JCP G.* n° 3, 20 janvier 2020, doct. 76

« Jurisprudence relative à la question prioritaire de constitutionnalité – 15 décembre 2018 / 15 juin 2019 », *JCP G.* n° 28, 15 juillet 2019, doct. 787

« Jurisprudence relative à la question prioritaire de constitutionnalité – 22 juin / 15 décembre 2018 », *JCP G.* n° 3, 21 janvier 2019, doct. 57

« Jurisprudence relative à la question prioritaire de constitutionnalité – 15 décembre 2017 / 22 juin 2018 », *JCP G.* n° 29, 16 juillet 2018, doct. 844

« Jurisprudence relative à la question prioritaire de constitutionnalité – 5 juillet 2017 / 15 décembre 2017 », *JCP G.* n° 4, 22 janvier 2018, doct. 90

« Les groupes parlementaires dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », in *Les groupes parlementaires*, Elina Lemaire (dir.), IFJD, *Colloques et Essais*, 2020, p. 225

« Le nouveau mode de rédaction des décisions du Conseil constitutionnel », in *Comment rédiger une décision de justice au XXI^e siècle ?* Fanny Malhière (dir.), Dalloz, *Thèmes & commentaires*, 2018, p. 25

« Heurs et malheurs du projet de constitutionnalisation de la démocratie sociale », in *La démocratie sociale en tension*, Dominique Andolfatto (dir.), Presses universitaires du Septentrion, 2018, p. 125

Cécile Chaussard, « Les premiers contentieux relatifs au nouveau régime des suspensions provisoires en matière de dopage », *Cahiers de droit du sport* n° 52, 2019, pp. 96-116.

« *Le dispositif de lutte contre le dopage : évolutions et perspectives* », C. Chaussard et Th.Chiron (dir.), LexisNexis, 2019.

« La réforme contrainte du dispositif antidopage français : l'ordonnance n° 2018-1178 du 19 décembre 2018 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour parfaire la transposition en droit interne des principes du Code mondial antidopage (CMAD) », introduction de l'après-midi du colloque « *Le dispositif de lutte contre le dopage : évolutions et perspectives* », C. Chaussard et Th. Chiron (dir.), LexisNexis, 2019, p. 93.

« La finalisation tant attendue de la réforme du droit français de la lutte antidopage : l'adoption du dispositif réglementaire complétant l'ordonnance du 19 décembre 2018 visant à assurer la transposition en droit français des principes du code mondial antidopage », *droitdusport.com*, 24 avril 2019.

« Le certificat médical en matière sportive : une réforme nécessaire ? », *Cahiers de droit du sport* n° 51, 2019, pp. 72-82.

« L'ordonnance qui réforme le Code du sport en matière de lutte contre le dopage », Lettre d'actualité *droitdusport.com* n°58, Janvier 2019, pp. 2-15.

Anne-Sylvie Courdier et alii (dir.), *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin*, LexisNexis, 2018.

« La réforme du droit des contrats a-t-elle sonné le glas du solidarisme contractuel ? » in *Droit sans frontières, Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin*, LexisNexis, 2018, pp. 617-635.

Intervention « sur L'adieu au multilatéralisme ? Quel avenir pour la mondialisation du droit », in *Sources du droit, commerce international, éthique et marché, 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Cl Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2019, pp. 132-135.

« La technique contractuelle au soutien des spécificités inhérentes aux contrats de l'industrie pharmaceutique », avec Cl. Jourdain-Fortier, in *Le droit des affaires pharmaceutiques : vers une caractérisation de la lex pharmaceutica ?*, M. Guerriaud, Cl. Jourdain-Fortier, I. Moine-Dupuis (dir.), LexisNexis, 2020, pp. 119-144.

« Ordre public international et contrôle des sentences arbitrales des sentences arbitrales », intervention colloque *La procédure civile aujourd'hui : Approche comparée*, dir. N. Brahmi, V. Egéa, F. Osman, Tunis, mai 2019. *A paraître 2020*.

Jean-Marie Garinot, « Secret des affaires : la loi ne chasse pas le contrat ». *Actualité juridique. Contrat*, Dalloz, 2018, pp. 412.

« Secret des affaires : une transposition en question », in *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin*, LexisNexis, 2018, pp. 387-398.

Mathieu Guerriaud, « The Diversity of Drug Statutes Regarding Scientific Advances: How to Categorize a Culture Supernatant for Health Security Reasons », *European Pharmaceutical Law Review*, 2019. 3(3), pp. 107-115.

« Amiodarone et dysthyroïdie », *Actualités Pharmaceutiques*, 2019. 58(591), pp. 46-48.

« Low cross-reactivity between cisplatin and other platinum salts », *J Allergy Clin Immunol Pract*, 2019 (impact factor 7,5).

« Les traitements pharmacologiques des troubles anxieux », *Actualités Pharmaceutiques*, 2019. 58(590), pp. 23-26.

« Délivrance des médicaments stupéfiants. » *Actualités Pharmaceutiques*, 2019, 58(584, Supplément), pp. 31-32.

« Règles de répartition des officines sur le territoire, plus une évolution qu'une révolution », *Actualités Pharmaceutiques*, 2018, 57(577), pp. 51-53.

« Réglementation des huiles essentielles, un besoin de sécurité », *Actualités Pharmaceutiques*, 2018, 57(580), pp. 21-25.

« La cellule marquée avec un médicament radiopharmaceutique : quel statut juridique pour cette chimère », *Revue générale de droit médical — Panorama de droit pharmaceutique 2017, 2018(26)*, pp. 85-98.

« Les Médicaments de Thérapie Innovante — statut juridique » (Fascicule 61-70), in *JurisClasseur Droit Pharmaceutique*, LexisNexis, Editor, 2019.

David Jacotot, « De la théorie de la *Lex mercatoria* à la *Lex sportiva* : les travaux du CREDIMI sur le droit transnational du commerce international et du sport » (avec C.

Jourdain-Fortier), in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés*, C. Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2020, pp. 25-44.

« L'agent sportif soumis aux règlements sportifs internationaux », in *L'agent sportif et son rôle dans les affaires juridiques internationales* (ss. dir. X Aumeran), à paraître.

« Le contrat de travail à durée déterminée, notamment dans le sport, confronté au Droit de l'Union européenne », in *Le travailleur salarié en droit de l'Union européenne* (ss. dir. Ph. Icard), *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019, p. 49.

« Les outils de la formation professionnelle dans le sport », in *La formation professionnelle dans le sport* (ss. dir. D. Jacotot et X. Aumeran), *Revue DroitduSport.com*, p. 8.

« Rupture anticipée du contrat de travail à durée déterminée spécifique au sport : la notion de faute grave », *Cahiers de droit du sport*, n° 52, p. 51.

« Esquisse d'une réforme sur la réparation des dommages subis par un sportif », *Jurisport*, Dalloz, à paraître.

Soc. 20 fév. 2019, *JCP éd. S*, 2019, n° 19, 1141

Soc. 12 juin 2019, *JCP éd. E*, 2019, n° 40, 1446

Soc. 16 oct. 2019, *JCP éd. G*, 2019, n° 49, 1262

« Deux chroniques de jurisprudence » (avec F. Taquet), *Revue des procédures collectives* : revue n° 5, pp. 49-55 ainsi que la revue n° 6, pp. 49-56.

« La notion de juste cause sportive. Réflexions sur une règle matérielle de droit du travail d'essence privée », in *Mélanges en l'honneur d'E. Loquin*, LexisNexis, 2018, pp. 829-845.

« Le « départ volontaire » des salariés dans une entreprise défaillante », in *Mélanges en l'honneur A-M Serf*, à paraître.

« L'exécution du contrat de travail à durée déterminée spécifique », in *Les sportifs de haut niveau et professionnels*, *Jurisport* hors-série, 2018, p. 43.

« L'AGS et le plan de sauvegarde de l'emploi », in *L'AGS au cœur du traitement des difficultés des entreprises en difficulté*, *Rev. proc. coll.* 2019, n° 2, p. 71.

« Deux chroniques de jurisprudence » (avec F. Taquet), *Rev. procédures collectives* : revue n° 3, p. 44-57 ainsi que la revue 5, pp. 21-27.

Soc. 24 janv. 2018, *Bull Joly Entreprise en difficulté*, 2018, p. 222

« Propos hétérodoxes sur les attributions des instances représentatives du personnel dans une entreprise en difficulté », in *Mélanges en l'honneur de J. L. Valens*, Lextenso, 2017, p. 71.

« Les ordonnance du 22 sept. 2017 et la rupture des contrats de travail dans une entreprise en difficulté » (avec L. Fin-Langer), *Rev. proc. coll.* 2017, n°6, Etude 21.

« Bref propos sur la modification de la convention collective des personnels administratifs et assimilés », *Rev. droitduSport.com*

Soc. 15 mars 2017, *JCP éd. S*, 2017, n° 18, 1150

Soc. 8 mars 2017, *JCP éd. S*, 2017, n° 17, 1142

Soc. 20 déc. 2017, *Bull Joly Entreprise en difficulté*, 2017, p. 126.

Clotilde Jourdain-Fortier, *Le droit des affaires pharmaceutiques : vers la caractérisation d'une Lex Pharmaceutica ?*, M. Guerriaud, C. Jourdain-Fortier, I. Moine-Dupuis (dir.), LexisNexis, 2020.

Sources du droit, commerce international, éthique et marchés – 50 ans de travaux du CREDIMI et de l'école de Dijon, Cl. Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2020.

Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin, Cl. Jourdain-Fortier et alii (dir.), LexisNexis, 2018.

« Consent to arbitrate », in *Access to Justice: Concept, Context and Practice*, Leonardo Valladares Pacheco de Oliveira and Sara Hourani (dir.), Kluwer Law International, 2020 (à paraître).

« De la théorie de la *lex mercatoria* à la *lex sportiva* : les travaux du CREDIMI sur le droit transnational du commerce international et du sport » (co-écrit avec D. Jacotot), in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés – 50 ans de travaux du CREDIMI et de l'école de Dijon*, LexisNexis, 2020, pp. 25-44.

« L'effectivité du droit (du commerce international) », in *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin*, Cl. Jourdain-Fortier et alii (dir.), LexisNexis, 2018, pp. 453-469.

« La technique contractuelle au soutien des spécificités inhérentes aux contrats de l'industrie pharmaceutique », avec A.S. Courdier, in *Le droit des affaires pharmaceutiques : vers une caractérisation de la lex pharmaceutica ?*, M. Guerriaud, Cl. Jourdain-Fortier, I. Moine-Dupuis (dir.), LexisNexis, 2020, pp. 119-144.

« Marché et transitions énergétiques », avec E. Loquin, in *Dictionnaire juridique des transitions écologiques*, F. Collart-Dutilleul, V. Pironon et A. Van Lang, Institut Universitaire Varenne/L.G.D.J., 2018, pp. 495 et suiv.

« Carbone », « commerce équitable », « traçabilité », in *Dictionnaire juridique des transitions écologiques*, F. Collart-Dutilleul, V. Pironon et A. Van Lang, Institut Universitaire Varenne/L.G.D.J., 2018, pp. 177, 208 et 800.

Recension de l'ouvrage *La Charte de La Havane : Pour une autre mondialisation*, François Collart-Dutilleul (coll. Tiré à part, vol. 18, Dalloz, 2017), *RIDE*, 2018-1, pp. 107-114.

Emmanuelle Juen et alii (dir.), *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin*,

LexisNexis, 2018.

« Nouveau regard sur la dualité de régime de la responsabilité civile des arbitres », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Éric Loquin*, LexisNexis, 2018, pp. 653-670.

« L'hypothèque », *Lexis 360*, 12 juillet 2019, n° 3342.

« Quand la transmission du contrat d'assurance précède le transfert de propriété du bien vendu... », *LPA*, 3 juill. 2019, n° 132, p. 5.

Le droit de l'environnement : 30 ans d'intégration, E. Juen, A. Tomadini (dir.), colloque annuel de la Société Française pour le Droit de l'Environnement des 27 et 28 septembre 2018, Varennes-LGDJ, 2019.

« Les mécanismes assurantiels au service de la réparation des atteintes à l'environnement », in E. Juen et A. Tomadini (dir.), *Le droit de l'environnement : 30 ans d'intégration*, Varennes-LGDJ, 2019.

Philippe Juen, « La RSE et la nouvelle source de mondialisation du droit », in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés – 50 ans de l'École de Dijon*, Cl. Jourdain-Fortier (Dir.), LexisNexis, 2020.

« La prévention par l'intégration des préoccupations environnementales en droit de l'urbanisme », in *Le droit de l'environnement : 30 ans d'intégration*, E. Juen et A. Tomadini (Dir.), Colloque de l'Université de Bourgogne des 27 et 28 septembre 2018, Colloque annuel de la Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE), Varennes-LGDJ, 2019.

« Le droit de l'urbanisme entre assouplissement de la norme et rigueur de son application », note sous CAA Lyon, 25 octobre 2018, n°17LY00416 », *JCP A*, 25 mars 2019, n°12, pp. 39-41.

Eric Loquin, « Propos conclusif, L'arbitrage à l'épreuve des procédures pénales », *Rev. Arb.* 2019, 231.

« L'accélération de la procédure d'arbitrage à l'intérieur de l'espace OHADA », *JDI* 2019, pp. 343-364.

« Propos introductif », *Sources du droit du commerce international, éthique et marchés, 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Lexisnexis, 2020, pp. 1-19.

« Réflexions sur l'histoire des rapports entre le juge étatique et l'arbitre », *Etudes en hommage à J.-J. Clère*, EUD, 2019, pp. 405-420.

« *Lex sportiva* et droit du travail. Réflexions sur le contenu des sentences arbitrales rendues sous l'égide du Tribunal arbitral des sports de Lausanne », *liber amicorum en hommage à Pierre Rodière*, LGDJ, 2019, pp. 229-246.

Chroniques « ARBITRAGE » à la RTD com:

- La compétence du juge de droit commun pour sanctionner la mauvaise exécution par l'institution d'arbitrage du contrat d'organisation de l'arbitrage, 2019, pp. 39-42.

- Le contrôle renforcé de la sentence au regard de l'ordre public international par le juge de l'exequatur en cas de corruption ou de blanchiment d'argent, pp. 42-47.

- L'article 48 CPC est inapplicable aux clauses d'arbitrage et la clause d'arbitrage stipulée dans un contrat d'assurance n'est pas manifestement inapplicable à tiers bénéficiaire en cas de sinistre, pp. 49-53.

- L'accès du plaideur impécunieux à la justice arbitrale, pp. 53-54.

- La faute de l'arbitre qui accepte d'être désigné comme arbitre dans une procédure en sachant qu'il lui est impossible de rendre une nouvelle décision, pp. 55-56.

Chronique des sentences du Tribunal arbitral du sport, *JDI* 2019- 1, à paraître, (avec J. Guillaume).

Fanny Malhière, « La jurisprudence du Conseil constitutionnel est-elle perméable à une

lecture algorithmique ? Essai d'analyse prospective (à partir des décisions QPC rendues en matière fiscale) », in *Constitution, justice, démocratie en l'honneur du Professeur Dominique Rousseau*, LGDJ, à paraître en 2020.

« Le constitutionnalisme global applicable aux entreprises transnationales », participation à la table ronde sur la circulation des modèles juridiques, in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés, 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Cl. Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2020.

« La communication de la Cour suprême américaine » (co-écrit avec Coralie Richaud), Dossier sur la communication des juridictions constitutionnelles, *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, septembre 2018.

Sébastien Manciaux, « Le recours à la médiation pour le règlement des différends relatifs aux investissements », in *La médiation dans tous ses états*, actes du colloque organisé à Tunis les 9 et 10 mars 2017, Sami Bostanji et Lotfi Chedli (dir.), Pédone, 2018, pp. 213-230.

« Le sort des sentences arbitrales annulées dans l'Etat du siège : proposition pour sortir du désordre actuel », in *Droit sans frontières*, Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin, LexisNexis, 2018, pp. 215-230.

« The Full Protection and Security Standard in Investment Law: A Specific Obligation? », in *International Investment Law and the Law of Armed Conflict*, actes du colloque organisé à Athènes les 5 et 6 octobre 2017, Katia Fach Gomez, Anastasios Gourgourinis et Catharine Titi dir., *European Yearbook of International Economic Law*, Springer ed., 2019, pp. 217-228.

« Quelle légitimité pour l'arbitrage et pour l'arbitre ? », in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés, 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Cl Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2019, pp. 178-182.

« Médiation ou arbitrage pour le règlement des différends relatifs aux investissements :

concurrence et/ou complémentarité », *RDAI* 2019, n°6, pp. 657-666.

« Using GATS article II to resort to Investment Arbitration », in *International Investment Law & Competition Law*, actes du colloque organisé à Saragosse les 27 et 28 septembre 2018, Katia Fach Gomez, Anastasios Gourgourinis et Catharine Titi dir., actes du colloque à paraître in *European Yearbook of International Economic Law*, premier semestre 2020.

« Les entreprises du secteur pharmaceutique et l'arbitrage d'investissement », in *Le droit des affaires pharmaceutiques ; vers une caractérisation d'une lex pharmaceutica ?*, M. Guerriaud, C. Jourdain-Fortier, I. Moine-Dupuis (dir.), LexisNexis, 2020, pp. 153-178.

« Une sentence arbitrale commerciale constitue-t-elle un investissement ? », in *Mélanges en l'honneur de Ferhat Horchani*, à paraître au premier semestre 2020.

« Actionnaire étranger, société de droit local et préjudice : le prisme particulier de l'arbitrage d'investissement », in *Mélanges en l'honneur d'Arlette Martin-Serf*, à paraître en 2020.

Arlette Martin-Serf, « Les textes récents concernant les sociétés commerciales et les groupes : de sérieuses menaces pour l'attractivité de la France », *Mélanges Eric Loquin*, LexisNexis, 2018, p. 487.

Conclusion de l'ouvrage *Entreprise et environnement*, H. Cherief et L. Ravillon (dir.), LexisNexis, 2018.

« La situation des banques et les nouveaux défis des banques face à la concurrence », *Rev.jurispr.com.* 2019, p. 325.

Rédaction à la *Revue Trimestrielle de Droit Commercial* de la rubrique « Entreprises en difficulté – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires » :
- 2018 pp. 189-199, pp. 463-478, pp. 771-781, pp. 1013-1022.

- 2019 pp. 205-217, pp. 479-492, pp. 757-768.
Rédaction à la *Revue des Procédures Collectives* d'une chronique de jurisprudence dans les domaines des sanctions patrimoniales contre les dirigeants sociaux et de la responsabilité des banquiers et des fournisseurs de crédit aux entreprises en difficulté :

- 2018, n°3, comm.121 à 129, et n°6, comm.202 à 214.

- 2019, n°3, comm.80 à 89, et n°6, comm.178 à 186.

« Fautes détachables des fonctions et préjudice distinct et personnel dans les procédures collectives », note sous Cass.com., 16 janv.2019, *Bull. Joly Sociétés* avril 2019, p.42.

Fascicules du *Jurisclasseur Sociétés* : « Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires des entreprises » :

- Fasc.41-80 : 2018 : Sanctions professionnelles et pénales. Faillite personnelle et autres mesures d'interdiction.

- Fasc.41-52 : 2018 : Effets à l'égard des dirigeants sociaux. Sanction patrimoniale. Conditions d'exercice et résultats de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.

- Fasc.41-48 : 2018 : Effets à l'égard des membres de la personne morale.

- Fasc.41-50 : 2018 : Effets à l'égard des dirigeants sociaux. Sanction patrimoniale. Domaine d'application de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.

- Fasc.41-85 : 2019 : Sanctions professionnelles et pénales. Banqueroute et autres infractions.

Fascicules du *Jurisclasseur Commercial* et du *Jurisclasseur Procédures Collectives* :

Fasc.2310 : 2018 : Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire. Mesures et actes conservatoires.

Isabelle Moine-Dupuis, « La personne humaine juridique, un concept au-delà des frontières », in *Droits sans frontières, Mélanges en l'honneur du professeur Eric Loquin*, LexisNexis, 2018, pp. 765-780.

« Vers un droit de la santé en convergence avec les droits de l'homme », in *Droit international économique et droits de l'homme*, C. Titi (dir.), Bruylant, 2019, pp. 299-323.

« Les produits de santé sont-ils des biens communs », *revue Etudes*, avril 2019 pp. 57-66

Le droit des affaires pharmaceutiques : vers la caractérisation d'une Lex Pharmaceutica ?, M. Guerriaud, C. Jourdain-Fortier, I. Moine-Dupuis (dir.), LexisNexis, 2020.

La paternité du réalisateur sur les œuvres cinématographiques, un passé toujours d'avenir ? I. Marinone, I. Moine-Dupuis (dir.), Septentrion, 2020.

« L'homme en transformation, entre transhumanisme et humanité », in *Les Cahiers Droit Sciences et techniques*, B. Boyer-Bévière, I. Moine-Dupuis (dir.), CNRS-OpenEditions, 2020.

Juliette Morel-Maroger, *Droit bancaire*, RB éditeur, Collection Master, 3^{ème} édition à paraître en 2020.

« Interventions sur La mondialisation du droit en question », in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés, 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Cl Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2019.

« L'impérativité internationale en droit bancaire », à paraître à la *Société de législation comparée* en 2020.

« Quel apport pour la théorie des clauses abusives dans les contrats internationaux ? », *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur du Professeur Eric Loquin*, LexisNexis 2018, pp. 505-519.

« La compliance financière, les enseignements de l'affaire BNP-Paribas », in *Compliance : entreprise, régulateur et juge*, Dalloz, Coll. Régulation 2018, pp. 69-77.

Chronique triennale de droit bancaire à la

Gazette du Palais, rubrique contentieux pénal et disciplinaire :

- « HSBC Private Bank Suisse SA, première signataire d'une convention judiciaire d'intérêt public », note sous CJIP 30 octobre 2017, *Gaz. Pal.* 27 février 2018 p. 71.

- « Escroquerie constituée par l'émission de chèques sans provision croisés », note sous crim. 17 janvier 2018, pourvoi n°16-83799, *Gaz. Pal.* 12 juin 2018.

- « Interrogations autour de la caractérisation du délit d'exercice illégal de la profession de banquier », note sous Crim. 5 avril 2018, *Gaz. Pal.* 12 juin 2018.

- « CIPJ signée par la Société Générale : les avancées en matière de la lutte contre la corruption internationale », CIPJ entre le procureur de la République financier et Société Générale SA, 24 mai 2018 et TGI Paris, ord. 4 juin 2018, *Gaz. Pal.* 23 octobre 2018 p. 74

- « Les « mandats cash » de la Banque Postale à l'amende », note sous Commission des sanctions de l'ACPR, décision du 21 décembre 2018, procédure n°2018-01, La Banque Postale, *Gaz. Pal.* 19 février 2019 p. 71

- « La Société Générale, dernière des banques françaises condamnée pour violation des embargos américains », *Gaz. Pal.* 19 février 2019 p. 73.

- « Non cumul des qualifications de complicité d'escroquerie et de blanchiment en cas d'action unique », note sous crim. 30 janvier 2019 n°18-82589, *Gaz. Pal.* 11 juin 2019.

- « Affaire UBS : un virage décisif dans la répression de la criminalité en col blanc ? », note sous trib. corr. 20 février 2019, n°11055092033, *Gaz. Pal.* 11 juin 2019.

- « Non cumul des qualifications de complicité d'escroquerie et d'usage de chèque falsifié », note sous crim. 13 juin 2019 n°18-83071, *Gaz. Pal.* 23 octobre 2019 p. 72.

- « Précisions inédites relatives aux caractéristiques du délit du blanchiment », note sous crim. 11 septembre 2019 n°18-81040 et n°18-83484 *Gaz. Pal.* 23 octobre 2019 p. 73.

Chronique bimestrielle « Droit bancaire et financier international » à la *Revue Banque & Droit* :

- Note sous Civ. 1, 13 septembre 2017, n°16-18178 (opposabilité d'une clause compromissaire à un factor), n°177 janvier-février 2018.

- Note sous Civ. 2, 11 janvier 2018 n°16-10661 (immunité d'exécution des banques centrales), n°178 mars-avril 2018.

- « Commentaire de la proposition de Règlement sur la loi applicable à l'opposabilité des cessions de créance », n°180, juillet-août 2018.

- Note sous CJUE 22 mars 2018, aff. C-688/15 et C-109-16 (articulation de la garantie des dépôts et de l'indemnisation des investisseurs), n°180, juillet-août 2018.

- Note sous CJUE 10 juin 2018 aff. C-15/16, 13 septembre 2018 aff. C-358/16 et C-594/16 (secret professionnel incombant aux autorités nationales de surveillance, n°181, septembre-octobre 2018).

- Note sous CJUE 12 septembre 2018, aff. C-304/17, Löber c. Barclays (localisation du préjudice financier), n°182, novembre-décembre 2018.

- « Quel recours à l'encontre des décisions de la BCE dans le cadre du MSU ? », note sous CJUE 19 décembre 2018, aff. C-219/17, Berlusconi c. Banca d'Italia, n°183, janvier-février 2019.

- « Les incertitudes entourant la caractérisation de la connexité internationale », note sous civ. 1, 4 juillet 2018 n°17-19384, n°183, janvier-février 2019.

- « Le contrôle juridictionnel de la politique monétaire de la BCE », note sous CJUE 11 décembre 2018, aff. C-493/17, Weiss et autres, n°184, mars-avril 2019.

- « Résolution bancaire, la Cour suprême britannique au soutien de l'efficacité du droit européen », Supreme Court, 4 juillet 2018, n°184, mars-avril 2019.

- « Le sort d'une législation nationale restreignant les crédits internationaux à l'épreuve du droit de l'Union européenne », CJUE, 14 février 2019, aff. C-630/17, A. Milivojevic c. Raiffeisenbank St-Jagerberg-Wolfsberg eGen, n°185, mai-juin 2019.

- « Interrogations autour du champ d'application de la protection du consommateur de crédit dans un contexte international », note sous CJUE 2 mai 2019, aff. C-694/17, Pillar

Securitisations, n°186, juillet-août 2019.

- « Répartition des compétences au sein du MSU : La Cour de justice confirme la position du Tribunal de l'Union européenne », note sous CJUE, 8 mai 2019, aff. C-450/17 P, Landeskreditbank Baden-Württemberg – Förderbank c/ Banque Centrale Européenne, n°187, septembre-octobre 2019.

- « Nouvel échec judiciaire pour les créanciers ayant subi des pertes financières à la suite de la restructuration de la dette grecque », note sous TUE, 23 mai 2019 aff. T-107/17 Frank Steinhoff e.a./Banque centrale européenne (BCE), n°187, septembre-octobre 2019.

Chronique annuelle « Jurisprudence du Tribunal de Grande Instance de Paris » à la Semaine juridique : *JCP G* 2018, 687 (décisions sur les immunités d'exécution et les procédures civiles d'exécution).

Stéphane Prieur, « La variation du développement sexuel devant le Conseil d'Etat : un coup d'épée dans l'eau », note sous C.E., 2 octobre 2019, *Revue Droit & Santé*, n° 94, janvier 2020, à paraître.

« D'une anesthésie à l'autre : l'obligation d'information doit être satisfaite », note sous C.E., 1^{er} juillet 2019, *Revue Droit & Santé*, n° 94, janvier 2020, à paraître.

« La proposition d'engagement formulée par le club à un joueur de rugby professionnel : offre ou promesse de contrat ? », note sous Cour d'appel Agen 5 février 2019, *Les Cahiers du droit du sport*, n° 52, 2019, p. 42.

« L'infraction pénale de conditions d'hébergement contraires à la dignité humaine ne s'applique pas à la cellule d'un militaire aux arrêts », note sous Cass. crim. 9 mai 2019, *Revue Droit & Santé*, septembre 2019, n° 91, p. 752.

« De l'obligation d'information médicale en cas d'accouchement par voie basse », note sous Cass. 1^{ère} civ., 23 janvier 2019, *Revue Droit & Santé*, mai 2019, n° 89, p. 372.

« Le refus de soins du sportif professionnel et ses conséquences sur le contrat de travail », note sous Cass. soc., 20 février 2019, *Gazette du Palais*, 2 avril 2019, n° 13, p. 21.

« Reconnaissance faciale et droit(s) : où en est la protection de la personne ? », *Gazette du Palais*, 26 février 2019, n° 8, p.13.

« Regard contemporain sur l'apparence physique et le droit », in *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur du Professeur Eric LOQUIN*, LexisNexis, 2018, pp. 781 à 801.

« La liberté de sépulture ne relève pas de l'état des personnes », note sous Cass. 1^{ère} civ., 19 septembre 2018, *Revue Droit & Santé*, novembre 2018, n° 86, p. 950.

« L'encadrement juridique du contrat d'alternance européen dans l'enseignement supérieur : enfin une réponse du législateur », *Gazette du Palais*, 30 octobre 2018, n° 37, p.14.

« Le juge, la PMA et l'âge masculin de procréer », note sous CAA Versailles, 5 mars 2018, *Revue Droit & Santé*, n° 83, mai 2018, p. 401.

« De la légalité de l'arrêt des soins sur un patient mineur hors d'état d'exprimer sa volonté », note sous CE, réf., 5 janvier 2018, n° 416689, et CEDH, 5^{ème} section, 23 janvier 2018, n° 1828/18, *Revue générale de droit médical*, mars 2018, p. 147.

Gérald Simon, « Les contradictions de l'indépendance des procédures administrative et pénale : remise en ordre en cassation », note sous Conseil d'État, section, 16 févr. 2018, *Mme Thomas*, n° 395371, RFDA 2018, n° 6, p. 1091 (avec Claire SOURZAT).

« Une réforme du modèle sportif français obscure et inquiétante », *droitdusport.com*, nov. 2018.

« La contribution d'Éric Loquin à la "lex sportiva" », in *Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Éric Loquin*, LexisNexis 2018, vol. 51, p.

847.

« Le Tribunal Arbitral du Sport, un juge antidopage à part entière ? Propos introductifs », in *Le dispositif de lutte contre le dopage* (dir. C. Chaussard et T. Chiron), LexisNexis 2019, p. 47.

« Interventions sur Quel avenir pour le règlement des différends économiques ? », in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés, 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Cl Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2019.

« L'applicabilité de la CEDH aux arbitrages du Tribunal Arbitral du Sport », *bulletin du TAS*, à paraître en 2020.

Hélène Tourard, « Les trente ans du droit au développement de l'ONU ou l'inaccessible quête », co-écrit avec Batyah Sierpinski, *RGDIP* 2018-1, pp. 55-86.

« Le droit individuel à réparation devant les Cours américaine et européenne des droits de l'homme », in *Mélanges offert à Elisabeth Zoller Penser le droit à partir de l'individu*, Dalloz 2018, pp.187-202.

« Des frontières extérieures tangibles : Brexit et adhésions », in *L'Union européenne au défi de ses frontières*, sous la direction de Philippe Icard, Les Actes de la Revue du droit de l'Union européenne, 2018, p.13-27.

« L'internationalisation des constitutions africaines », Néo ou rétro constitutionnalisme @évolutions des démocraties constitutionnelles (1989-2015), série d'ouvrages dirigée par Olivier Cayla et Jean-Louis Halpérin, *V-Emergences de nouveaux modèles de démocratie constitutionnelle. Afrique, Proche-Orient*, sous la direction de Patrick Charlot et Claude Klein, Editions Mare et Martin 2018, p. 141-157.

« L'égalité de traitement entre les femmes et les hommes au travail », in *Le travailleur salarié en droit de l'Union européenne*, sous la direction de Philippe Icard, Les actes de la Revue du droit de l'Union européenne, éditions clément Juglar

2019, pp.69-82.

« La Cour de justice de l'Union européenne, juge de l'asile », *RTDH* 1^{er} octobre 2019, n°120, pp. 797-822.

« La crise du multilatéralisme », in *Sources du droit, commerce international, éthique et marchés - 50 ans de travaux de l'école de Dijon*, Cl. Jourdain-Fortier (dir.), LexisNexis, 2020, pp. 96-99.

« Mise à l'épreuve du système de règlement

des différends de l'OMC. Est-ce un rejet du multilatéralisme ou une mise en cause de l'ordre économique actuel ? », co-écrit avec Batyah Sierpinski *RIDE* 2019-4, à paraître.

« A la recherche d'un équilibre dans le contrôle de la contrainte par la Cour européenne des droits de l'homme : le cas de la liberté de manifestation », Actes du colloque sur *le droit applicable à la contrainte*, Editions l'Harmattan, à paraître.

➤ Autres travaux des membres (conférences, colloques non publiés, etc.)

Cécile Chaussard, « La protection de la santé des sportifs dans le dispositif juridique de lutte antidopage », communication lors de la Ve Rencontre du Droit de la santé organisée le 15 novembre 2019 par le barreau d'Aix-en-Provence sur le thème « Droit de la santé et droit du sport – Les liaisons dangereuses ».

« Le droit, régulateur des dérives du sport », communication lors de la conférence organisée pour clôturer la Fête nationale du droit sur le thème « Sport et droit », Université Savoie Mont Blanc, 22 mars 2019, co-animée par Cécile Chaussard et Me Philip Fitzgerald.

« Le régime juridique du certificat médical », intervention lors du 6^{ème} Café juridique du sport organisé par l'association *Lex sportiva*, Paris, 19 mars 2019, aux côtés de Monsieur le Sénateur Jean-Jacques LOZACH, Rapporteur du Budget des sports, Paul SAUVAGE, juriste à la Fédération française de sport automobile, et de Monsieur le Sénateur Michel SAVIN, Président du Groupe d'Études des Pratiques Sportives et Grands Événements Sportifs.

« Le règlement général sur la protection des données personnelles : enjeux et difficultés de son respect par les groupements sportifs », intervention lors de la conférence « *RGPD et sport* », co-organisée par le CROS de Bourgogne Franche-Comté et le Master 2 Professions juridiques du sport,

Dijon, Université de Bourgogne, 5 mars 2019.

Participation à l'organisation des conférences du Master II Professions juridiques du sport en tant que co-directrice avec David Jacotot et l'association du Master :

- « Gestion des supporters », conférence co-organisée par le Master 2 PJS et UFR STAPS, 3 décembre 2019, en présence notamment de Jean-Paul Dispens, Benjamin Viard, Me Pierre Barthélemy.

- « Reconversion des sportifs professionnels », co-organisée par le Master 2 PJS et UFR STAPS, 11 avril 2019, en présence d'Éric Carrière, Éric Srecki, Nathalie Koenders et Léa Terzi.

- « E-Sport : du loisir à la compétition. Enjeux juridiques et institutionnels », conférence organisée par le Master 2 PJS, 13 Mars 2019, Université de Bourgogne, en présence de Nicolas Besombes, Me Clément Père, Arsène Froom (PSG esports), et Vincent Maduro dit "Vinsky".

- « La mise en place du RGPD dans le sport », conférence co-organisée par le Master 2 PJS et le CROS de Bourgogne Franche-Comté, 5 mars 2019 Université de Bourgogne, co-animée par Cécile Chaussard et Laura Grange.

- « Le sport au féminin », conférence organisée par le Master 2 PJS, 14 février 2019, Université de Bourgogne, en présence d'Aurélié Bression, Yannick Chandioux,

Allan Fenoglio, Frédérique Jossinet, Gautier Kertudo, et Adeline Rousseau.

Anne-Sylvie Courdier, « Contexte historique et définition de la laïcité », Intervention colloque « *La laïcité : principes et pratiques* », 26 avril 2018, organisé par la ville de Dijon et le Rotary Dijon Côte d'or, avec la participation de Jean-Louis Bianco, président de l'observatoire national de la laïcité et Didier Leschi, président du conseil de Direction de l'institut européen en science des religions, 26 avril 2018, Dijon, Salle de Flore, Palais des Etats et des Ducs de Bourgogne.

« Propos introductifs », Intervention colloque « Entreprises et données personnelles », Master II droit des affaires internes et internationales, dir. A.-S. Courdier-Cuisinier, Université de Bourgogne, Dijon, 1^{er} juin 2018.

« Propos conclusifs », Intervention colloque *Numérique et droit*, Association Jurivision, Master 2 Juristes d'affaires – commerce, distribution, consommation, 15 juin 2018, CCI de Côte d'Or.

Vincent Cuisinier, « Simplifications et libéralisation promises aux PME : affichage ou avancées constructives ? » in *Loi pacte : entreprise, société, actionnariat : de nouvelles dynamiques, une recherche de convergences*, Colloque de Dijon le 7 juin 2019.

Jean-Marie Garinot, « Le parquet national financier et la lutte contre la fraude fiscale », in *Les mutations du parquet*, colloque Clermont, vendredi 4 octobre 2019.

« La notion de secret des affaires au sens de la directive et des choix français de transposition », in *La protection du secret des affaires en France et en Europe : une transposition réussie ?* colloque de l'Université de Lorraine, du 23 novembre 2018.

Mathieu Guerriaud, « Insolites remèdes d'origine animale : voyage au siècle des Lumières. Avec l'exemple de l'Histoire générale

des drogues, simples et composées de Pierre Pomet », Opération patrimoine Ecrit de la Région Bourgogne Franche Comté, Bibliothèque Universitaire Droit-Lettres, Dijon, 7 octobre 2019.

« La réglementation des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI) », 3^e colloque FHU Increase dédié aux médicaments innovants, UFR SMP, Besançon, 26 avril 2018.

Clotilde Jourdain-Fortier, participation colloque *Actors in International Investment Law: Beyond Claimants, Respondents and Arbitrators Paris*, Dr Katia Fach Gómez (University of Zaragoza, Faculty of Law), direction Dr Anastasios Gourgourinis (National and Kapodistrian University of Athens, Faculty of Law; Athens PIL), and Dr Catharine Titi (CNRS-CERSA, University Paris II Panthéon-Assas), 26-27 September 2019.

Access to Justice: Concept, Context and Practice, Royal Holloway, University of London, 7 juin 2019, dir. Leonardo Valladares Pacheco de Oliveira and Sara Hourani.

« Les contrats dits *Corporate PPA* », avec B. Boisnier, in *Les contrats dans la filière éolienne. La sécurisation des contrats par le biais de clauses spécifiques*, colloque Dijon *Les contrats dans la filière éolienne. La sécurisation des contrats par le biais de clauses spécifiques*, 11 juin 2019, Clotilde Jourdain-Fortier, B. Boisnier (dir.).

Participation table-ronde, *Droit international et santé*, Colloque annuel de la Société française pour le droit international, Rennes 31 mai 2018 - 1 juin 2018

Emmanuelle Juen, « La garantie d'origine, un obstacle réglementaire aux contrats de *Corporate PPA* », C. Jourdain-Fortier et B. Boisnier (dir.), *Les contrats dans la filière éolienne*, Colloque 11 juin 2019.

Philippe Juen, « Les contraintes environnementales spécifiques d'un projet ferroviaire transalpin », Coopération Université de Bourgogne/Société publique Franco-italienne

TELT, 25 janvier 2019, Siège italien de l'entreprise transnationale Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT), Turin, ITALIE.

Fanny Malhière, « Le temps dans le processus judiciaire », participation à la conférence organisée par l'Université, le TGI et le barreau de Dijon, sur la Justice et le temps, 21 mars 2019 au Tribunal de Grande instance de Dijon.

Sébastien Manciaux, « Propos conclusifs » du colloque *Brexit et Catalogne : conséquences et enjeux pour les sociétés*, organisé à Dijon le 2 mars 2018 par les étudiants du M2 JAI.

« Proposals of Amendments of the ICSID Arbitration Rules », communication présentée lors du séminaire éponyme organisé à l'Université Paris II par Catharine Titi le 29 mai 2019 en présence d'une représentante du CIRDI.

« Le règlement des différends en dehors du contentieux du raccordement », communication présentée lors du colloque *Les contrats dans la filière éolienne. La sécurisation des contrats par le biais de clauses spécifiques*, Dijon, 11 juin 2019, Clotilde Jourdain-Fortier, Béatrice Boisnier (dir.).

« Some thoughts on the Independence of Party-Appointed Expert in International Arbitration », communication présentée lors du colloque *Actors in International Investment Law:*

Beyond Claimants, Respondents and Arbitrators, Dr Katia Fach Gomez (University of Zaragoza, Faculty of Law), Dr Anastasios Gourourinis (National and Kapodistrian University of Athens, Faculty of Law; Athens PII), and Dr Catharine Titi (CNRS-CERS) dir., Université de Paris II, 26-27 September 2019.

Expert-rapporteur lors de la *UNCTAD High-level IIA Conference* organisée par la CNUCED à Genève le 13 novembre 2019.

« Echanges internationaux, ... de quels droits », communication introductive présentée lors de la conférence *Chine – Afrique – Europe : Quelles normes pour quelle coopération ?* organisée, le 20 novembre 2019 par la Fondation Prospective et Innovation et l'Association Franco-Chinoise pour le Droit Economique, Conseil National des Barreaux, Paris.

« Le Règlement des différends relatifs aux investissements, Regard sur les pratiques de la Thaïlande et du Vietnam », communication présentée lors du colloque *Les partenariats des puissances économiques en Asie-pacifique, Stratégies et contenu*, organisé les 28 et 29 novembre 2019 par l'Université de Chiang Mai, Thaïlande.

Arlette Martin-Serf, direction scientifique et présidence du colloque organisé le 7 juin 2019 par Jurivision: « Loi PACTE: entreprise, société, actionnariat: de nouvelles dynamiques, une recherche de convergences ».

➤ Ouvrages du CREDIMI

- **Entreprise et environnement**, sous la direction d'Hamza Cherief et de Laurence Ravillon, LexisNexis, 2018.



- Editeur : LexisNexis
- Parution : 12/2018
- ISBN : 978-2-7110-2676-0

Résumé

Cet ouvrage reprend, en les développant, les contributions présentées lors du cycle de conférences « Entreprise et environnement », organisé par le CREDIMI en décembre 2015, dans le cadre de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21, Paris).

Ce cycle de conférences, qui a reçu le soutien du comité de labellisation « COP21 », avait pour ambition de présenter aux différents acteurs de la société civile les enjeux juridiques portés par les changements climatiques.

Parmi ces enjeux, la recherche d'une conciliation entre le développement économique et la préservation de l'environnement occupe une place particulière. Le droit est en effet mobilisé afin de diminuer l'empreinte écologique de l'activité des entreprises. Cela se traduit par l'émergence et la mise en place de divers instruments dont l'efficacité doit être appréciée.

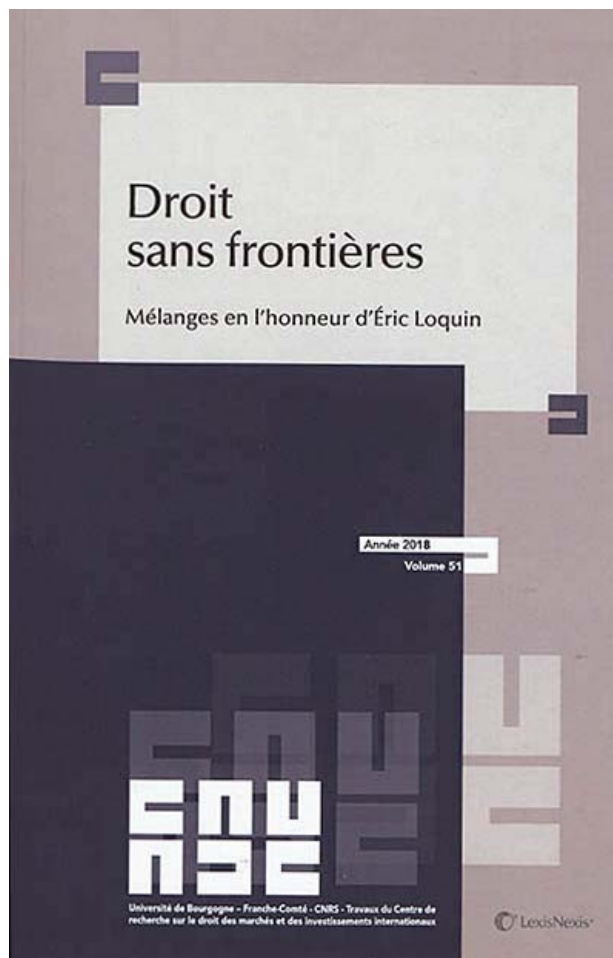
Il en est ainsi du concept de « dette écologique », dont le sens et la portée doivent être précisés. Fait-il l'objet d'une réelle transposition en droit positif ?

La notion de responsabilité sociale des entreprises entraîne un durcissement significatif des contraintes pesant sur ces dernières. Quels sont les mécanismes juridiques qui assurent le respect, par les entreprises, de leurs engagements ?

La préservation de l'environnement passe également par le rôle incitatif du droit, lequel peut constituer un puissant moteur au soutien du développement des énergies renouvelables. Ce rôle est-il pleinement assumé ?

Les auteurs de cet ouvrage se proposent d'ouvrir quelques pistes de réflexion en apportant un éclairage mêlant approches économique, juridique, politique et institutionnelle d'une problématique qui demeure d'une actualité brûlante.

- **Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Eric Loquin.** LexisNexis, 2018.



- Editeur : LexisNexis
- Parution : 01/2019
- ISBN : 978-2-7110-3050-7

Résumé

Ces *Mélanges* sont réalisés en l'honneur d'**Éric Loquin**, Professeur émérite de l'Université de Bourgogne, ancien Doyen de la faculté de droit de 1991 à 1996, ancien directeur du CREDIMI (Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux) qu'il a dirigé avec passion pendant quatorze ans de 1998 à 2012, et ancien Vice-président de son Université au service des relations internationales de 2003 à 2011.

Si l'international et l'ouverture au monde, aux diversités des cultures et des peuples caractérisent en effet la vie du professeur Eric Loquin, c'est en Bourguignon fidèle à sa terre (et à ses cépages) qu'il a contribué au rayonnement des travaux de l'« École de Dijon » toute sa carrière durant, dans la lignée de Philippe Kahn son prédécesseur à la tête du CREDIMI.

Ses recherches en droit transnational du commerce international, sur la *lex mercatoria* et le développement extraordinaire des règles matérielles internationales dans le commerce international, ont passionné les jeunes chercheurs de l'Académie de droit international de La Haye où il dispensa son cours en 2006, ainsi que tous ceux qui travaillent en droit du commerce international.

Mais ce sont surtout les étudiants dijonnais qui ont été touchés par la passion transmise par cet éminent juriste spécialiste du droit dans toutes ses acceptions. Car si le professeur Éric Loquin jouit d'une réputation incontestée en droit de l'arbitrage international, son esprit curieux et passionné l'a conduit en bien des contrées juridiques : du droit des obligations au droit du sport, en passant par le droit des sociétés et le droit commercial, sans oublier le droit des personnes, de la famille et des successions... Les étudiants connaissent le passionné, les praticiens le technicien, les chercheurs le théoricien.

Les écrits réunis dans cet ouvrage participent de cette curiosité intellectuelle : un droit sans frontières, qu'elles soient géographiques, temporelles ou disciplinaires. Les contributeurs y sont ainsi nombreux : élèves, collègues, praticiens du droit.

- **Le dispositif de lutte contre le dopage, Evolutions et perspectives, sous la direction de Cécile Chaussard et Thierry Chiron. LexisNexis, 2019.**



- Editeur : LexisNexis
- Parution : 07/2019
- ISBN : 978-2-7110-3179-5

Résumé

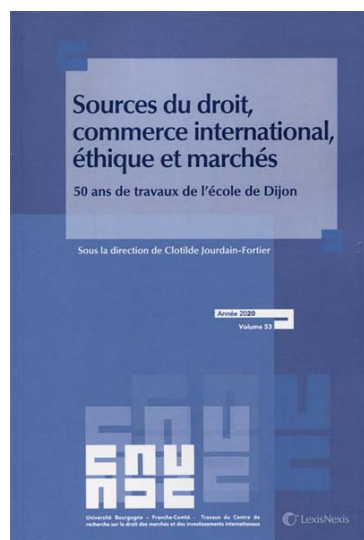
La volonté du mouvement sportif et des États d'améliorer encore l'efficacité du dispositif international de lutte antidopage a conduit l'Agence mondiale antidopage à entamer une quatrième révision du Code mondial antidopage dont la dernière version entrera en vigueur en 2021. En outre, des exigences d'indépendance et d'impartialité des autorités internationales antidopage ont vu le jour. Pour y répondre, a été créé l'Agence de contrôles internationale (ITA) et ont été institués des modèles procéduraux spécifiques par l'Union cycliste internationale et la Fédération internationale d'athlétisme, garants d'une plus grande impartialité. Enfin, la place du Tribunal arbitral du sport interroge au sein de ce dispositif dès lors qu'il est désormais à la fois juge suprême des Sanctions prononcées par les autorités antidopage internationales et

nationales, mais également, depuis peu, une instance disciplinaire remplaçant les fédérations sportives internationales qui lui délèguent leur pouvoir disciplinaire.

Parallèlement, les exigences de conformité au dispositif international ont été accrues par l'Agence mondiale antidopage. La France a alors fait l'objet d'un audit réalisé durant l'année 2018 afin de vérifier la conformité du dispositif français de lutte contre le dopage aux règles internationales. Cet audit a conclu à la nécessaire réforme des dispositions françaises, lesquelles ont alors été modifiées par une ordonnance du 19 décembre 2018 entrée en vigueur au 1er mars 2019. Des évolutions profondes de notre droit interne en découlent : la suppression des pouvoirs disciplinaires des fédérations françaises en matière de dopage, au profit d'une compétence disciplinaire exclusive de l'Agence française de lutte contre le dopage, ainsi que l'institution d'une procédure de composition administrative permettant aux sportifs poursuivis de renoncer à l'audience disciplinaire et de conclure un accord avec l'Agence.

Ce sont quelques-unes de ces évolutions majeures que s'efforceront de présenter les participants à ce colloque organisé à l'initiative de Cécile Chaussard et de Thierry Chiron, par le Laboratoire de Droit du Sport, équipe du CREDIMI, et le MASTER 2 Professions juridiques du sport. Pour présenter ces sujets, le colloque réunit un panel de professionnels issus tant des instances internationales (Agence mondiale antidopage, Agence de contrôles internationale, Tribunal arbitral du sport), étatiques (Agence française de lutte contre le dopage), que des fédérations sportives, nationales et internationales (Union cycliste internationale et Fédération internationale d'athlétisme), de la communauté scientifique et encore de celle des juristes, universitaires et praticiens.

- **Sources du droit, commerce international, éthique et marchés. 50 ans de travaux de l'école de Dijon**, sous la direction de Clotilde Jourdain-Fortier. LexisNexis, 2020.



- Éditeur : LexisNexis
- Parution : 01/2020
- ISBN : 978-2-7110-3180-1

Résumé

L'ouvrage est constitué des actes du colloque qui s'est tenu à Dijon au mois de décembre 2018 à l'occasion de la célébration des cinquante ans du Centre de Recherches sur le Droit des Marchés et des Investissements Internationaux (CREDIMI), qui a su, sous l'influence des travaux de **Berthold Goldman** puis de **Philippe Kahn**, mettre en lumière l'existence d'un droit transnational du commerce international grâce à des travaux qui ont eu pour objet principal la compréhension des modalités de l'élaboration de ce droit et l'identification de ses auteurs. Alors que la doctrine juridique traditionnelle ne concevait pas le droit sans la sanction de l'État, l'« école de Dijon » a su bâtir, en partant d'une méthode de recherche spécifique - celle de l'étude de sources documentaires significatives de la pratique des opérateurs privés à savoir les contrats internationaux, les sentences arbitrales et les usages -, la théorie de la *Lex Mercatoria* en tant que schéma explicatif de la construction du droit du commerce international et de l'expression d'un pluralisme juridique.

Pour célébrer cet anniversaire, trois thèmes identitaires de la ligne scientifique du laboratoire ont été traités : le marché et l'émergence d'un droit transnational économique tout d'abord, la mondialisation du droit en question ensuite, l'arbitrage et les modes de règlement des contentieux économiques internationaux enfin.

Pour chaque thème, une communication sur les apports des recherches menées précède une table-ronde où sont discutés les enjeux nouveaux dans le contexte d'une société sans cesse évolutive, plus globale qu'internationale, mais toujours en quête d'équilibres.

Sont ainsi abordées des questions telles que : peut-on caractériser l'existence d'une *Lex Economica* produite par l'activité des opérateurs privés à partir de la mise en lumière de manifestations d'un droit transnational au sein de différents secteurs économiques (*Lex Mercatoria*, *Lex Sportiva*, *Lex Petrolea*, *Lex Numerica*) (table ronde 1) ? Peut-on parler d'un essoufflement du multilatéralisme ? Le modèle d'ordre économique international d'après-guerre, construit sur l'idée du multilatéralisme, vacille en effet sous l'influence d'une série d'évènements, de transformations, au point que l'on se demande s'il ne conviendrait pas d'établir des modèles alternatifs (table ronde 2). Et si l'arbitrage s'est progressivement imposé comme un mode « naturel » de règlement des différends économiques, de nouveaux modes alternatifs émergent sur l'avenir desquels il convient de s'interroger. L'arbitrage fait-il figure de « modèle » ? existerait-il alors un modèle « mondial » d'arbitrage ? et ce dernier saura-t-il rester le mode « naturel » de règlement des différends économiques alors que sa légitimité peut parfois être contestée ? (table ronde 3).

- **Le droit des affaires pharmaceutiques : vers la caractérisation d'une Lex Pharmaceutica ?**, sous la direction de Mathieu Guerriaud, Clotilde Jourdain-Fortier et Isabelle Moine-Dupuis. LexisNexis, 2020.



- Editeur : LexisNexis
- Parution : 03/2020
- ISBN : 978-2-7110-3266-2

Résumé

L'ouvrage, constitué des actes du colloque organisé sur le thème, vise à s'interroger sur les spécificités avérées ou naissantes d'un droit des affaires commun à l'ensemble du monde de l'entreprise, lorsqu'il est en prise avec un secteur caractérisé par ses enjeux particuliers (la santé publique) et ses réglementations abondantes. Les différents droits impliqués – droit commercial, droit des sociétés, droit des contrats, droit de la concurrence, droit des investissements, etc. connaissent ainsi des

adaptations, voire des transformations plus profondes qui peuvent mettre en évidence un droit des affaires particulier, adapté au domaine des médicaments, notamment à celui de l'industrie pharmaceutique.

Mais ce droit n'aurait pas pour seule origine les États (droit national ou international constitué des traités qu'ils concluent entre eux), mais potentiellement aussi les acteurs privés : d'où l'idée de la recherche de l'existence d'une Lex pharmaceutica, entendons d'un droit spontané né de la pratique même de ces opérateurs, s'inscrivant dans les recherches déjà menées par le CREDIMI dans d'autres domaines (droit du sport, droit des activités spatiales, droit des énergies renouvelables, etc.). L'industrie pharmaceutique est-elle cependant en mesure, malgré les contraintes provenant d'une réglementation publique forte, de développer son propre droit spontané des affaires (de la pratique contractuelle à la résolution des litiges, en passant par la protection du savoir-faire) ?

A travers l'étude de la production des normes, mais aussi de la résolution des litiges (par les modes alternatifs de règlement des différends notamment), se dessine une complémentarité - État/opérateurs privés, droit national/normes internationales - qui pourrait s'avérer plus efficace que le droit étatique seul sur le plan de la qualité, de la sécurité et de l'accès aux traitements tout en satisfaisant les intérêts industriels des acteurs.

➤ Colloques du CREDIMI (non publiés)

- **L'Organisation Internationale du Travail face aux normes et à l'organisation du travail en France**, Dijon, 12 septembre 2019, David Jacotot (dir.).



Programme

9h30 : *Ouverture*

Jean Ribeil, DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté

Clotilde Jourdain-Fortier, Professeure, Directrice du CREDIMI, Université de Bourgogne

Plénière

Animée par Georges Martins-Baltar, Directeur régional adjoint DIRECCTE BFC, responsable de la politique travail

Présentation de l'histoire de l'OIT

Isabelle Lespinet-Moret, Professeure d'histoire contemporaine, Université de Paris I

L'influence des normes internationales de protection sociale sur le droit français

Morane Keim-Bagot, Professeure à l'université de Bourgogne

La justice sociale face au marché total

Claude Jeannerot, ancien ambassadeur, ancien représentant du gouvernement français à l'OIT

Bernard Thibault, ancien secrétaire général

de la CGT, représentant des travailleurs à l'OIT

14h30 : *Ateliers*

Atelier 1

L'articulation et l'interprétation des normes du travail

Animé par David Jacotot, Maître de conférences, Université de Bourgogne

Intervention : Thomas Lieby, Juriste OIT

Table ronde

Avec : Philippe Chassaigne, Avocat général près de la Cour d'Appel de Dijon

M. Faivre Picon, CGT

Denis Galland, Président du Conseil de Prud'hommes de Dijon

Sandrine Vannet, Directrice générale SEB une avocate du barreau de Dijon

Atelier 2

L'avenir du travail (organisation et conditions de travail)

Animé par Emmanuel Girod, Directeur régional adjoint DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté

Intervention : Thomas Coutrot, chef de département « conditions de travail et santé » à la DARES, Ministère du travail et de l'emploi (sous réserve)

Table ronde

Avec : Richard Abadie, Directeur général de l'ANACT

Dominique Fortea-Sanz, ancien directeur délégué DIRECCTE BFC

Laurent Poisneuf, Imprimerie Coopérative Ouvrière

Chrystelle Tisserand, CFDT santé, sociaux

25

- **Pays émergents et droit international économique**, Dijon, 24 octobre 2019, Henri Culot, Hélène Tourard, Philippe Vincent et Hocine SADOK (dir.).



9h15 : *Mot d'accueil*
 Vincent Thomas, Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Bourgogne
 Clotilde Jourdain-Fortier, Directrice du CREDIMI

9h30 : *Mise en perspective géopolitique et géostratégique des comportements économiques*
 Hamza Cherief, Docteur en droit international public de l'Université de Bourgogne et ancien ingénieur de recherche au CREDIMI

10h00 : *Définition des pays émergents - propos introductifs sur la notion d'émergence*
 Hélène Tourard, Maître de conférences HDR de droit

public, CREDIMI, Université de Bourgogne

I - Influence sur les relations commerciales internationales
 Sous la présidence de Clotilde Jourdain-Fortier

A - La gestion des relations commerciales internationales
 10h30 : *Nouvelle gouvernance*
 Hocine Sadok, Maître de conférences en droit public et Doyen de la Faculté des sciences économiques, sociales et juridiques de l'Université de Haute-Alsace

B - La structuration des relations commerciales internationales

12h00 : *Puissances régionales, désintérêt pour l'OMC, nouveau modèle ?*
 Philippe Vincent, Professeur à l'Université de Liège

12h30 : *Objectifs stratégiques et géopolitiques relativisant la pertinence de la catégorie des pays émergents*
 Mahmoud Mohamed Salah, Professeur à l'Université de Nouakchott, Mauritanie

13h00 : *Questions et réponses*

II - Influence sur les règles du commerce international
 Sous la présidence d'Eric Loquin

A - Des moyens directs ou indirects de modulation

14h30 : *Conclusion d'accords commerciaux et d'investissement*
 Henri Culot, Professeur à l'UCLouvain, Administrateur et Secrétaire général de l'P.A.I.D.E.

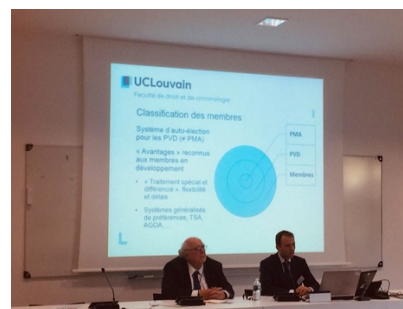
15h00 : *Les entreprises comme moyen d'une politique économique : perspectives sur le rôle du droit dans les pays émergents*
 Leila Choukroune, Professeure à l'Université de Portsmouth

B - Nouveaux lieux d'élaboration ou d'application des règles (déplacement des centres dynamiques du commerce international)

15h30 : *Nouvelles places de l'arbitrage ou tout mode de règlement des litiges*

Sameh Abdelaziz, Professeur à l'Université Helwan et Arbitre au Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international

16h00 : *Remarques conclusives*
 Geneviève Burdeau, Professeure émérite en droit public de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne



➤ Colloques en partenariat avec le CREDIMI

- Arbitrage international et réparation du dommage, République dominicaine, 5 et 6 avril 2018, Sébastien Manciaux et Ramilka Taveras-Urzhumova (dir.).



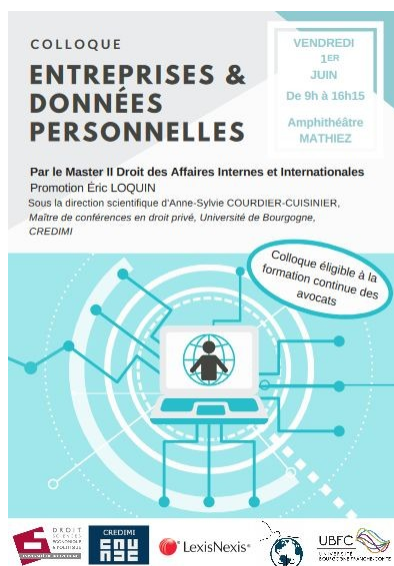
- L'humain en transformation : entre transhumanisme et humanité, Paris, 11 décembre 2018, Bénédicte Bévière-Boyer et Isabelle Moine-Dupuis (dir.).



Vie des Masters adossés au laboratoire

► Les colloques du master 2 DAI (Droit des affaires internes et internationales)

- Colloque Entreprises & données personnelles, 1^{er} juin 2018
- Colloque Les contrats dans la filière éolienne, 11 juin 2019



► La fusion des masters DAI et JAI (Juriste d'affaires internationales)

À la rentrée 2019, le master Droit des affaires internes et internationales, ancien master recherche Juriste d'affaires internationales et plus anciennement encore Droit de l'économie, a fusionné avec son frère, l'ancien master professionnel Juriste d'affaires internationales, pour ne former plus qu'un seul master indifférencié adossé au laboratoire : le master Juriste d'affaires internationales.

La promotion accueille désormais une trentaine d'étudiants qui se voient proposer un choix entre trois options : recherche, stage ou alternance.

La plupart des membres du laboratoire interviennent dans ce master qui offre un parcours pédagogique très riche aux étudiants souhaitant se spécialiser en droit des affaires internationales, droit du commerce international. Ils trouvent dans la bibliothèque spécialisée du laboratoire un fond documentaire précieux. Le master continue par ailleurs de coupler son activité pédagogique à celle de la revue scientifique électronique du laboratoire, la revue *DICID* (Droit international, commerce, innovation et développement).

Voir le site du master : <https://masterdai-dicid.u-bourgogne.fr>

Et le blog des étudiants : <https://blog.u-bourgogne.fr/master-ajai/>



Promotion JAI 2019-2020
avec Sébastien Manciaux

➤ **Les concours de plaidoirie**

- **The Annual Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot**, tous les ans
- **MOOT de Francfort**, Chambre de Commerce Internationale, février 2019



« Le MOOT de Francfort oppose depuis 12 éditions des équipes universitaires du Monde entier. Chaque année les équipes travaillent sur un cas inspiré d'événements historiques. Les équipes doivent fournir au préalable un mémoire pour le plaignant et un pour le défendeur en se basant sur le droit de l'investissement et le droit international. A Francfort, les audiences arbitrales sont animées par d'éminents juristes en droit international, notamment les arbitres de la Cour International de Justice. Au cours des audiences, deux équipes universitaires représentant les deux parties s'affrontent et sont notées par les juges arbitraux »

Euzhann Lerandy, ancienne étudiante du M2 DAII.

➤ M2 PJS (Professions Juridiques du Sport)



Promotion 2019-2020 avec Cécile Chaussard et David Jacotot

Le parrain de la promotion : monsieur Olivier Krumbholz, entraîneur de l'équipe de France Hand féminin.

Conférence sur *La gestion des supporters*, Dijon, UFR STAPS, 3 décembre 2019



Annnonce des manifestations à venir

- **La protection des données personnelles dans le monde sportif**, sous la direction de Cécile Chaussard, prévu initialement le 24 mars 2020 à Dijon, reporté ultérieurement.
- **L'arbitrage sportif : spécificité et normalité** sous la direction de David Jacotot, Clotilde Jourdain-Fortier et Gérald Simon, prévu le 19 juin 2020 à Dijon.
- **Vers un droit matériel transnational de la relation de travail dans le sport ?**, sous la direction de David Jacotot, prévu les 17 et 18 septembre 2020 à Dijon.
- **NewSpace – La nouvelle économie des activités spatiales : enjeux juridiques et éthiques**, sous la direction de Sébastien Manciaux, prévu le 2 octobre 2020 à Dijon.
- **Pays émergents, nouvelle configuration internationale des grands équilibres mondiaux**, sous la direction d'Hélène Tourard, prévu en octobre 2020 à Bruxelles.